

Deux textes sur le concept de politisation

Le titre de mon travail de deuxième année comprend le mot *politisation*. Je cherchais donc à mieux définir ce que l'on pouvait entendre par ce terme. Mes recherches m'ont conduite à deux textes que j'ai choisi de regrouper en une seule fiche de lecture pour pouvoir en faire un commentaire croisé après les avoir présentés.

I - Ce que politiser veut dire : l'élargissement du domaine des luttes de définitions dans les sciences sociales du politique

Éric Darras

HAL archives ouvertes - 2019

L'auteur

Éric Darras est professeur en science politique à Sciences-Po Toulouse. Il est l'auteur de plusieurs textes parus dans des ouvrages collectifs, notamment *La politique ailleurs* en 1998 ou *La politique désenchantée* en 2019.

L'article

Dans cet article l'auteur se donne pour objectif de définir les termes *politiser* ou *politisation* dans un contexte où le terme d'*ordinaire* leur est de plus en plus souvent accolé. Éric Darras attache de l'importance à cette question de définition car, nous dit-il, cela est non seulement un enjeu universitaire mais aussi un enjeu politique.

Avant d'entrer dans la définition du politique, il tente donc de donner un aperçu des différentes acceptions du mot ordinaire lorsqu'il est accolé à politique ou politisation : « *L'ordinaire s'oppose au supérieur pour s'apparenter à l'inférieur (l'infra-politique, la politique par le bas) (...), à l'après pour l'avant, au spécialisé pour le commun (le banal, le local), au grand pour le petit (...), au superflu pour le fondamental (...), à l'exceptionnel pour le quotidien ou le normal, au rationnel pour le vécu de l'expérience (...), au sacré pour le profane, à l'avant-garde pour l'arrière-garde, au distingué pour le vulgaire, au public pour le privé ou le domestique, à la haute société pour le populaire, à la politique pour le politique (...)* ». Le terme de politique ordinaire est de façon générale utilisé en tant que distinction de la politique professionnelle à laquelle elle ne s'oppose pourtant pas forcément. L'une est l'autre seraient complémentaires. La politique ordinaire provient d'une conception extensive voire anthropologique du politique. Elle caractérise un spectre large et mouvant de relations aux champs politique, des plus proches des institutions jusqu'aux plus éloignée (« *la politique ailleurs et autrement* »).

À partir de ces éléments, Éric Darras définit le terme *politiser* par quatre conditions.

1/ « **Politiser c'est généraliser. Dépolitiser c'est minimiser, minorer** ».

Selon cette condition, défendre un intérêt individuel, particulier ou corporatiste ne peut être considéré comme une politisation. Politiser est toujours la recherche de l'intérêt général. Mais l'auteur s'empresse d'ajouter que cet intérêt général est toujours à redéfinir et que sa recherche peut donc se faire avec, contre ou aux côtés de l'État et à partir de moyens d'actions très divers.

2/ « **Politiser c'est défataliser. Dépolitiser c'est essentialiser** ».

C'est à partir de l'inégalité redéfinie comme sociale, c'est-à-dire historiquement constituée que naissent les actes de politisation. Des inégalités qui sont alors redéfinies comme injustice ou

oppression. Politiser c'est croire, penser, imaginer qu'il y a une alternative. En cela, Éric Darras précise que le terme politisation est plus approprié car il sous-entend un processus dynamique, contrairement au mot politique, plus statique. Cette défatalisation conduit à des actions qui, pendant longtemps, n'ont pas été reconnues comme politiques : l'émeute, la révolte mais aussi des formes d'économie morale qu'inventent les classes populaires « *il y a des choses qui ne se font pas* » (référence à R. Hoggart dans *La culture du Pauvre*). C'est aussi le dépassement d'une infra-politique « en soi » devenant politique « pour soi » (référence à P. Bourdieu dans *Le sens pratique* - 1980).

3/ « Politiser c'est accuser, désigner l'ennemi principal. Dépolitiser c'est pacifier » .

La désignation d'un ennemi, la reconnaissance d'un agresseur collectif, le fait de pouvoir le mettre en accusation, permet, dans un jeu d'identification, de resserrer les liens d'une communauté de lutte. Mais, précise l'auteur, cela n'est rien sans la quatrième condition, la capacité d'agir.

4/ « Politiser c'est donc encore habilitier. Dépolitiser c'est décourager » .

Si le désir de changement est à la base de la politisation, le passage à l'acte politique n'a rien de naturel. Il est bien souvent entravé par les institutions dominantes qui ne se contentent pas de restreindre la définition du politique à leur avantage mais qui cherchent aussi à décourager toute capacité d'agir. Ainsi, nous dit Éric Darras, « *chaque type de domination, chaque configuration des rapports de domination génère ses propres modalités d'aménagement ou de contestations plus ou moins spécifiques* »

D'après l'auteur « *le politique par le bas s'avère inséparable de la politique d'en haut, le non conventionnel est indissociable de la politique officielle* ». Se pose alors la question de ce qui distingue le politique du social. En effet, « *tous les phénomènes sociaux ne sont-ils pas inévitablement le lieu et l'enjeu de montées en généralité et de conflictualisation, de transfigurations de rapports de forces en rapports de sens eux-mêmes socialement déterminés ?* ». Si tout est politique, y compris le personnel ou l'intime, comment définir le politique ? Pour l'auteur, « *les aménagements, engagements, mobilisations ordinaires ou profanes ne sont que possiblement politique, elles sont politisables* ». Il ajoute : « *la réalité politique n'existe pas par nature : elle est le produit d'une construction sociale et politique* ».

Enfin, après avoir rappelé l'importance, selon lui, de prendre au sérieux les processus de politisation qui passent par des échanges inégaux entre politique *ailleurs ou autrement* et la politique institutionnelle, ces faits politiques « *à bas bruit, informels, sans en avoir l'air, ordinaires* », l'auteur présente les trois grandes familles de politisation de la société civile. La première qui concerne le plus grand nombre est ce qu'il nomme « *la bonne volonté légitimiste* » qui acte une adhésion plus ou moins conscientisée au système politique en vigueur et qui se manifeste notamment par la participation au système représentatif, par le vote mais également par un intérêt plus ou moins grand pour la politique institutionnelle via les informations par exemple. La deuxième famille est essentiellement le fait d'une partie de la classe dirigeante qui de par ses activités a des relations de proximité avec les décideurs élus. Ce seront par exemple des entrepreneurs, des experts... Ils forment bien souvent des lobbies qui peuvent avoir une influence non négligeable sur les décisions politiques. Il s'agit pourtant bien d'une politisation profane, non professionnelle et c'est pourquoi on peut la ranger dans les actes de politisation ordinaire. Enfin, la dernière famille concerne les personnes les plus éloignées du champ de la politique institutionnelle qui inventent leurs propres moyens d'actions qui peuvent aller du charivari au sabotage, du boycott au *do it yourself*, de l'occupation à l'émeute,...

Pour conclure, je cite cette dernière phrase de l'article : « *Si politique populaire il y a, elle s'inscrit*

et puise certes dans des économies morales ou des cultures localisées mais elle doit pourtant toujours faire avec (et contre) la politique légitime, ses capacités de cadrage, de récupération et de répression ».

II - Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards

Myriam Aït-Aoudia – Mounia Bennani-Chraïbi – Jean-Gabriel Contamin

Presses de sciences Po – Critique internationale – 2011/1 n° 50 – pages 9 à 20

Article disponible en ligne <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2011-1page-9.htm>

Les auteurs

Myriam Aït-Aoudia est maître de conférences en science politique à l'université de Bordeaux, ses travaux portent sur la sociologie des partis politiques et des mobilisations. Elle est l'auteur d'un ouvrage paru en 2011 aux Presses Universitaire de Rennes : *Les continuités et discontinuités du militantisme*.

Mounia Bennani-Chraïbi est professeure associée à l'institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne. Ses travaux portent sur les mobilisations électorales, les carrières militantes associatives et partisans au Maroc.

Jean-Gabriel Contamin est professeur de science politique à l'Université de Lille. Ses travaux portent sur la sociologie des mobilisations. Auteur de plusieurs ouvrages dont *Le dictionnaire de science politique* paru en 2010 (Daloz) ;

L'article

Il s'agit d'un article introductif à un dossier, supervisés par les auteurs de cet article, comprenant de nombreuses contributions.

Pour introduire ce dossier les auteurs partent du constat que le terme politisation est de plus en plus sollicité tant en science politique qu'en sociologie et que ce concept éponge, recouvre des réalités tellement hétérogène, qu'il perd en intensité ce qu'il gagne en extension, pour reprendre leur expression. Ils cherchent donc à clarifier ce concept et se centrent pour cela sur un seul type de politisation, celle des individus ordinaires. Ordinaire signifiant ici que ce ne sont pas des professionnels de la politique (élus, membre de partis, hauts fonctionnaires, ...).

Ils distinguent à partir de là, trois approches de la politisation. L'approche historique se rapporte à l'acculturation électorale, l'approche sociologique se manifeste par l'intérêt porté au champ politique, enfin une approche plus large porte sur les différentes formes de participation et sur l'acquisition de compétences politiques.

Leur propos s'articule en deux parties :

- Les indicateurs de politisation : *À partir de quel moment peut-on dire qu'il y a politisation et que l'on est face à des individus politisés ?*
- Les vecteurs de politisation : *Qu'est-ce qui permet la politisation des individus ?*

1/ Les indicateurs de politisation

En ce qui concerne les indicateurs de politisation, on peut identifier deux approches. Une approche plus restrictive qui concerne les rapports des individus avec la sphère institutionnelle. Une approche plus extensive qui dépasse ces liens institutionnels.

Le problème, selon les auteurs, de l'approche restrictive c'est qu'elle dénie le caractère politique d'un ensemble d'actes dans lesquels on peut classer par exemple le choix d'une tenue vestimentaire ou l'abstention électorale. Les auteurs choisissent donc de se concentrer sur une approche plus

large. Dès lors, des pratiques variées de transgression, de ruse ou d'abstention sont analysées comme des formes de politisation, mais aussi des formes détournées comme les arts de la rue ou arts de la résistance (Scott,2009 – Haeni,2005). Cependant certains chercheurs parlent de politisation seulement au moment du passage du singulier au pluriel ou au collectif au moment de l'identification, d'un *nous* par rapport à un *eux*. Ce qu'ils nomment *processus de désingularisation* (Gamson, 2004 – Trom,1999). D'autres chercheurs identifient la politisation à la *montée en généralité* et à la *dimension conflictuelle* (Hamildi,2006). Dans ce cadre élargi, la politisation ne se limite donc pas à une sphère d'activité définie *a priori* mais peut affecter n'importe quel domaine.

2/Les vecteurs de politisation

Les auteurs s'interrogent sur les circonstances dans lesquelles les individus se politisent. Il semble, nous disent-ils, que ce sont des contextes eux-mêmes politisés qui contribuent à cette politisation. Qu'il s'agisse de participations *choisies* : élections, manifestations, événement...ou de participations *subies* comme par exemple le fait d'avoir subi (ou une personne proche) des violences policières. Les auteurs insistent aussi sur le fait que selon le contexte, la dimension politique pourra être déniée car la politique est stigmatisante ou au contraire être revendiquée voire valorisée. Une survalorisation de la dimension politique peut s'accompagner de formes d'instrumentalisation par les *entrepreneurs* de politisation.

Cette dernière remarque conduit les auteurs à s'interroger sur qui sont ces entrepreneurs de politisation : *quels sont les individus, les groupes ou les structures qui imposent un sens politique à telle ou telle pratique et qui, ce faisant, contribuent, à une politisation des agents et des problèmes ?* (Lagroye, François, Sawicki, 1991). On peut distinguer ici la politisation *par le haut* via des politiciens, des commentateurs, institutionnels ou médiatiques et une politisation *par le bas* via des pratiques associatives et la prise en compte collective de difficultés quotidiennes, dans son cadre de vie (Le Gall, 2009). Les contributeurs au débat se retrouvent sur une lecture en terme de *carrière* de politisation et identifient des trajectoires par lesquelles les individus sont progressivement étiquetés, identifiés comme politisés, ce qui contribue à les mettre en position de se politiser par la suite.

Les auteurs interrogent enfin un troisième vecteur, celui des compétences ou des dispositions initiales. Certains chercheurs ont identifié un lien entre capital scolaire et social et capacité à se politiser, tout en soulignant que ce n'est pas forcément suffisant. D'autre part, l'absence de capital scolaire et social peut au contraire empêcher les individus de se dépolitiser, de s'extraire des contraintes de politisation.

En conclusion de cette article introductif, les auteurs insistent sur la variété des formes de politisation, en fonction de situations, des terrains, des problématiques. La définition de la politisation des individus ordinaires est donc encore en chantier.

Regard croisé sur ces deux articles et rapport avec ma recherche

Ces deux articles sont complémentaires car ils abordent la politisation sous des aspects différents. Le premier cherche à la définir alors que le second cherche à l'identifier.

La définition de ce terme de politisation n'a rien d'évident car il peut être pris dans des acceptions plus ou moins larges ou au contraire restrictive. Il est donc important lorsqu'on s'y réfère de bien préciser de quoi l'on parle. Cependant les conditions nécessaires dont parle Éric Darras dans son article présente un canevas qui semble pouvoir être opérant pour identifier si on a affaire à non à de la politisation et ce, quel que soit le sens plus précis qu'on donne à ce terme. De ce fait la volonté de définition de l'auteur se superpose avec la volonté des auteurs du second article d'identifier des indicateurs pour savoir, là aussi, quand on a affaire ou non à de la politisation. Cependant, ce second article va plus loin car il cherche également à identifier les vecteurs de politisation, les éléments qui

font qu'à un moment donné on va pouvoir dire d'une personne ou d'un groupe de personne, qu'il est politisé.

Ces deux articles me donnent de éléments précis pour pouvoir relire, réécouter mes entretiens au regard de ce concept de politisation ordinaire. Ils me permettent de réaliser une grille de lecture assez pointue. Ils confirment cependant le fait qu'au préalable, il me faut définir plus précisément de quoi je parle lorsque je parle de politisation, d'en formuler ma propre définition. Ces articles vont également m'aider à cela : donner ma propre définition mais à partir d'un cadre donné pour éviter d'avoir une vision trop large ou au contraire trop étreinte de ce concept de politisation ordinaire.

Les éléments que je retiens d'ores et déjà pour ma recherche à l'étude de ces deux articles sont les suivants :

- Ne pas me limiter à la politique institutionnelle et aller chercher les façons détournées de se politiser, notamment chez les personnes avec qui je me suis entretenues qui sont *a priori* les moins politisées.
- Me concentrer sur les formes de politisation qui font appel au collectif, au groupe, plutôt que celle qui sont du domaine de l'individu. C'est-à-dire identifier dans les propos des personnes avec qui je me suis entretenue, les moments où elles passent au *nous*.
- Enfin, en ce qui concerne les vecteurs de politisation, je me concentrerai sur deux aspects : les circonstances de politisation (événement, rencontre, lutte,...) et sur la question des compétences ou des dispositions initiales des individus à se politiser.

C'est donc le travail que je me propose de faire dans les prochaines semaines.